

Halte à la répression et aux violences policières !

Depuis le 19 janvier dernier, la mobilisation sociale se caractérise par sa force collective et son pacifisme. Elle est d'une ampleur incontestable partout. Après le déni de démocratie du gouvernement par l'usage du 47-1 et du 49-3, ce n'est pas l'invitation tardive à discuter avec l'intersyndicale qui permet d'oublier le refus de dialogue social.

À mesure que la contestation s'est inscrite dans la durée sans faiblir, la police a accru sa répression lors des manifestations.

Partout sur le territoire, la réponse au raz de marée social se limite à l'attitude pyromane de Darmanin et de sa police qui ne font qu'enflammer le pays. Depuis plusieurs semaines, la répression et les violences policières s'abattent sur nos villes et nos campagnes, notre mouvement, les actions, les grévistes, les militant·es...

À Angers, depuis le 16 mars, le cortège ne peut plus terminer le parcours des manifestations. Les forces de police par leurs méthodes occasionnent peur et panique entravant notre droit de manifester. Pluie de gaz lacrymogènes, mises en joue, tirs de LBD, brigade canine, gardes à vue arbitraires et injustifiées, coups de matraques, de boucliers, utilisation d'armes de guerre sont autant d'agissement et d'intimidation que Solidaires 49 dénonce.

Les manifestations angevines comptent plusieurs blessé·es. Dénis de démocratie et mépris ont fait monter la colère d'un cran.

Depuis, le gouvernement multiplie les provocations : Darmanin et Borne s'attaquent à la LDH, menaçant de supprimer ses subventions. Menace mise à exécution une seule fois sous le régime de Vichy. La qualification de « terroriste intellectuel » par Darmanin criminalise le mouvement social attestant d'une dérive autoritaire de plus en plus inquiétante.

Macron et son gouvernement sont les seuls responsables de l'embrasement de notre pays. Ces violences policières sont les armes d'un président aux abois. Le conseil de l'Europe et le conseiller spécial de l'ONU dénoncent d'ailleurs un "usage excessif de la force" envers les manifestant·es et rappellent au président et à son gouvernement de méprisants et de menteurs l'obligation de "respecter le droit à manifester".

Solidaires 49 tient à apporter tout son soutien à l'ensemble de nos camarades qui subissent répressions, violences, blessures graves et condamne avec la plus grande fermeté l'utilisation de la force et d'armes de guerre pour faire taire la contestation sociale.

Nous exigeons que les responsables rendent des comptes. Nous soutenons les appels à la dissolution de la BRAV-M et réclamons l'abandon des armes dites « moins létales » que sont les LBD et grenades de désencerclement. La France, patrie des droits de l'humain, étant l'un des rares états d'Europe (avec la Pologne et la Grèce) à encore les utiliser dans le cadre des manifestations.

Manifester est un droit fondamental que chacun·e doit pouvoir exercer sans crainte de représailles. Nous refusons de le voir bafoué. Nous ne céderons pas et ne reculerons pas face à cette réforme injuste et rejetée par la majorité de la population. Nous sommes ensemble et nous allons gagner !